

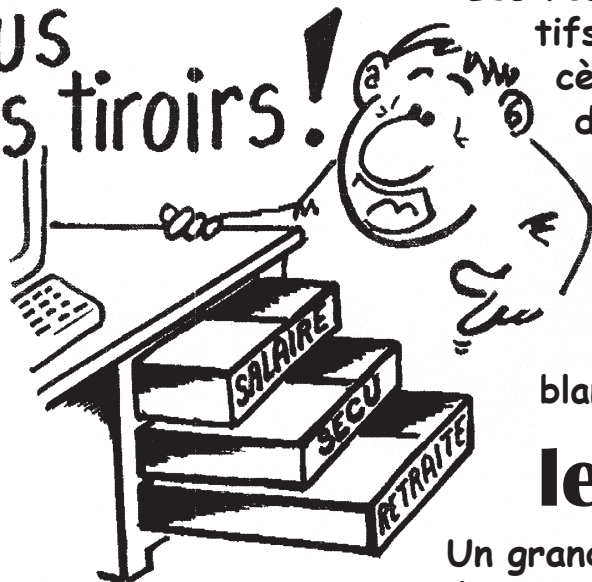


# STOP LE MÉPRIS !

# PLUS HAUT LES SALAIRES !

Depuis plusieurs mois, les agents de la DGI se mobilisent pour réclamer leur dû. Au niveau Fonction Publique et interprofessionnel aussi, la revendication salariale est devenue prioritaire.

ils vident  
tous  
nos tiroirs!



Les responsables politiques et administratifs sont restés sourds malgré le succès de la grève et des manifestations du 20 janvier et du 5 février.

Aussi, l'Union syndicale SOLIDAIRES et les organisations interprofessionnelles CGT, CFDT, FO, CFTC et UNSA appellent à une journée de grève et de manifestations rassemblant public et privé

## le 10 mars 2005.

Un grand «Tous ensemble» est d'autant plus indispensable que le gouvernement ne se contente pas d'être sourd.

Il accumule les provocations et affiche un mépris insupportable. En plus de nos salaires, c'est notre dignité qu'il faut défendre.

---

---

**Le 10 mars, par la grève  
et par les manifestations**

**Exigeons l'ouverture de négociations**

---

---

**Dans notre ministère, de premières avancées sont à mettre au crédit de l'action des agents :**

- **promotions supplémentaires au grade d'ACAP2 (1000 au MINEFI),**
- **recours possible contre le compte rendu d'évaluation,**
- **création du concours interne spécial de B en A,**
- **annonce de la revalorisation des indemnités kilométriques.**

**L'action paye, il faut continuer pour gagner.**

**Le SNUI appelle les agents à conforter et à amplifier la très forte mobilisation à la DGI (près de 60 % de grévistes le 20 janvier).**

**Avec la FDSU au niveau ministériel et avec l'intersyndicale DGI, le SNUI exige l'ouverture de négociations.**

**Les 10 revendications les plus urgentes à la DGI et les 10 au MINEFI ont été récemment rappelées par le SNUI.**

**Le DG et les ministres doivent y répondre rapidement.**

**SNUI      SNADGI-CGT      SGI-FO      CFDT Impôts      UNSA Impôts      CFTC Impôts**

Paris, le 24 février 2005

#### **Communiqué commun**

Les organisations syndicales de la DGI se sont réunies le 23 février 2005.

Après la très forte mobilisation des agents de la DGI lors de la grève et des manifestations des 20 janvier et 5 février, les responsables politiques et administratifs traitent avec mépris les revendications exprimées.

Les syndicats SNUI, SNADGI-CGT, SGI-FO, CFDT Impôts, UNSA Impôts et CFTC Impôts demandent l'ouverture de négociations, relayent l'appel des fédérations des Finances et appellent les agents de la DGI :

- à faire massivement la grève le 10 mars 2005,
- à participer nombreux aux manifestations interprofessionnelles organisées localement.